

l'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité

n°5 - novembre 2011 - paraît 6 fois par année www.journal-essor.ch

Editorial

La faillite, dernière maladie du capitalisme néolibéral

En 2002, l'un d'entre nous rappelait la phrase célèbre de Valéry: «Les civilisations sont mortelles». C'était à l'occasion d'une présentation de Michel Freitag et de son livre *Le Monde enchaîné* (Editions Nota Bene, 1999) décrivant l'étonnante histoire du capitalisme des deux côtés de l'océan Atlantique.

Aux Etats-Unis, elle aboutit à l'émergence de la notion d'économie spéculative qui vaut à Mil-

ton Friedmann le prix Nobel d'économie en 1976. On peut dire, sans grand risque de se tromper, que cette théorie nouvelle, présentée abusivement comme l'évolution inéluctable de l'histoire de l'économie, a gagné l'ensemble des décideurs de notre époque et de la planète. Depuis quelques semaines, elle risque bien d'aboutir à son acmé, la faillite des Etats occidentaux en tous les cas.

En effet, l'économie spéculative prêche l'achat à crédit systématique qui a atteint toutes les couches de nos populations. Résultat: le boom immobilier des Etats-Unis suivi d'une culbute retentissante et de vagues successives qui inondent le monde entier. Les Etats qui se sont endettés de façon pharaonique et faramineuse voient leurs déficits atteindre des sommes inimaginables, déficits qu'ils ne parviendront jamais à rembourser, quelle que soit la durée des «vaches maigres» qu'ils annoncent et que leurs peuples «indignés» (à juste titre puisqu'ils sont innocents sur ce plan et qui ont déjà bien à faire avec leurs propres dettes) refusent bruyamment d'assumer.

Dans son livre, *Le peuple des moutons*, notre rédacteur responsable Rémy Cosandey décrit la symptomatologie de la maladie telle qu'elle s'est développée en Suisse.

Pendant ce temps, les écologistes de notre journal préconisent encore et toujours le retour à des sociétés de subsistance et des économies de proximité. N'y allons-nous pas tout droit? (voir page 4-5).

Henri Jaccottet et Pierre Lehmann

Liberté couleur des feuilles

Liberté couleur des feuilles
Liberté la belle joue
Jeune fille qui dénoue
Tes cheveux blonds sur le seuil

Flamme neige épaule nue
Arc-en-ciel de la rosée
Haut visage pavoisé
De cent regards inconnus

La plus pauvre du village
La plus belle sous les coups
Toi qui fais chanter les fous
Et qui fait pleurer les sages

Liberté je t'ai nommée
Pour que nous vivions ensemble
Tu me vêts et tu ressembles
Au portrait de mon aimée

René-Guy Cadou

Un «hold-up» démocratique

Fin septembre 2011, les Chambres fédérales ont voté à une large majorité le budget pour l'armée à hauteur de 5 milliards de francs forts. Ce budget inclut, par la bande, l'achat de 22 avions de combat dévolus à la sécurité aérienne, évitant ainsi le danger d'un référendum et le possible refus du peuple échaudé par les coupures drastiques dans les caisses de la sécurité sociale, du chômage, de la coopération et de la formation. Ce vote a été gagné haut la main par la droite dure malgré le fait que Ueli Maurer, conseiller fédéral en charge du Département militaire et ex-président de l'UDC, aurait préféré une armée plus grande, plus forte, mais moins chère.

Par ce vote, nous pouvons enfin voir qui est véritablement aux commandes de notre pays. Ce n'est pas le peuple souverain comme d'aucuns aiment à le répéter à longueur d'année mais une droite dure repré-

sentant plus de 70% des sénateurs et soutenue par un lobby pro-militaire proche des milieux industriels et financiers. Ils nous ont montré à quel point ils se sont éloignés du peuple et ils ne peuvent plus nous «représenter» comme il se doit dans une démocratie de type «représentatif» car les principaux problèmes qui nous sont posés ces temps sont d'ordre social et de choix de société et non pas militaires.

En effet, nous nous sommes mis en danger par notre volonté d'enrichissement par la croissance infinie de la consommation, entraînant des pollutions dévastatrices et les réparations de ces dégâts nous coûteront bien plus que les 5 milliards gaspillés inutilement pour des avions censés redémarrer notre industrie péclotante et conserver des places de travail. De plus, on n'a pu nous dire exactement comment ces avions nous protégeront des dan-

gers de notre modernité néolibérale débridée mais il semblerait que ce soit d'abord une histoire de dissuasion pour montrer sa force et pour faire peur aux hypothétiques envahisseurs et autres manifestants¹.

L'achat de nouveaux avions de combat pose de nombreux problèmes et il convient de dénoncer la manœuvre antidémocratique de la droite et du lobby militaire pour faire passer ces avions par la force sans consulter le peuple. Pour contrer cela, le parti socialiste² et le GSSA³ planchent sur une nouvelle initiative demandant un moratoire d'au moins 10 ans sur tout achat d'avions. Les signatures se recoleront à la pelle car il y a une volonté populaire qui, lasse de se serrer la ceinture, n'accepte plus de se faire tondre pour des questions de sécurité.

Georges Tafelmacher

¹ Les vols de F/A-18 au-dessus de Davos lors du World Economic Forum.

² Voir Le Temps du lundi 3 octobre 2011 «Avions de combat: la colère socialiste».

³ Groupe pour une Suisse sans Armée (<http://www.gssa.ch/spip/spip.php?article173>).

Des règles contraignantes pour les multinationales suisses

Glencore, Syngenta, Nestlé, Triumph... Des filiales de multinationales suisses violent, à l'étranger, des droits humains et des normes environnementales, sans que les mères aient à en répondre. Le pouvoir et l'influence des multinationales ont fortement augmenté avec la mondialisation. Il manque cependant des règles contrai-

gnantes qui les obligeraient à respecter les droits humains et les standards environnementaux.

Une alliance de plus de 50 organisations de développement et de droits humains, d'associations environnementales et de femmes, de syndicats et de groupe d'Eglise, veut changer cette situation. Dans une

campagne commune, qui vient d'être lancée, elle exige du Conseil fédéral et du Parlement des règles juridiquement contraignantes, afin que les entreprises sises en Suisse doivent respecter les droits humains et l'environnement partout dans le monde. De telles règles sont particulièrement nécessaires en Suisse, fief de nombreuses multinationales.

La lettre d'un lecteur

Un fidèle abonné neuchâtelois nous écrit: «*Vos deux derniers forums me laissent perplexes. Il me semble que les thèmes ont le tort de rencontrer une unanimité évidente. Il s'ensuit que les collaborations disent la même chose, sous des angles ou sur des tons différents et obtiennent sans problème notre approbation, mais ne nous apportent rien de bien nouveau*».

Ce lecteur a parfaitement raison et nous nous efforcerons, dès 2012, de proposer des réflexions plus ouvertes, avec des aspects positifs et négatifs à mettre en parallèle. Cette tâche n'est malheureusement pas facile car nous butons régulièrement sur deux écueils: des délais rédactionnels trop courts et la difficulté de trouver des contradicteurs. Mais nous ferons au mieux.

Lors d'une conférence de presse donnée tout récemment à Berne, plusieurs personnalités de cette alliance ont montré pourquoi le besoin d'une telle régulation est important en Suisse, où se situe le débat international sur entreprises et droits humains, comment la Suisse devrait obliger les multinationales qu'elle abrite à rendre des comptes.

Les parlementaires élus le 23 octobre dernier auront l'occasion de montrer s'ils font passer au premier rang les intérêts des multinationales ou l'intérêt général et la justice sociale.

Des privatisations qui desservent l'intérêt général

La pensée unique des partisans du néolibéralisme est simple: «L'Etat est inefficace et la plupart des tâches qu'il assume pourraient être confiées au secteur privé à moindre coût».

Quel mensonge éhonté! Partout où les collectivités publiques ont transmis le témoin à des entreprises privées, le travail a été mal fait, la situation est devenue plus dangereuse (exemple: les chemins de fer britanniques) et les usagers ont dû payer davantage. Qu'il s'agisse de l'eau, de l'électricité ou des moyens de transport, la privatisation a un effet désastreux. Le but premier des nouveaux propriétaires n'est pas de servir la communauté, mais de faire le plus de bénéfice, et surtout le plus rapidement possible. De ce fait, les installations sont mal entretenues et la qualité des prestations laisse souvent à désirer.

Jacques Attali, qui a été le conseiller de François Mitterrand et le premier président de la Banque européenne, a bien résumé la situation : «*Quand les riches minorités se rendront compte qu'elles ont davantage intérêt à ce qu'un domaine soit soumis au marché plutôt qu'au vote, elles feront tout pour que ce domaine soit privatisé*». Il poursuit: «*Les Etats se feront concurrence par une baisse massive des impôts sur le capital et sur la classe créative, ce qui les privera progressivement de l'essentiel de leurs ressources; exsangues, les Etats abandonneront au marché le soin de proposer la plupart des services relevant de l'éducation, de la santé, de la sécurité et même de la souveraineté. D'abord en délocalisant les services publics dans les pays à bas coût de main-d'œuvre, puis en les privatisant. Alors les impôts baisseront, les revenus minima et les statuts protégeant les plus faibles seront balayés; la précarité se généralisera*».

Le risque est grand pour que la prophétie de Jacques Attali se réalise. Il faut que tous les vrais libéraux s'opposent à cette dérive.

Dans le journal *L'Essor* d'octobre 2008, je relevais déjà le danger des privatisations: «*Comme par hasard, ce sont les services les plus rentables qui passent en mains privées et les bénéfices iront à quelques personnes plutôt que dans les caisses des collectivités. Et ne parlons pas de la dégradation des conditions de travail des employés!*».

A mon avis, la première étape vers la privatisation est l'autonomisation des services. Même le canton de Neuchâtel, qui a pourtant une majorité de gauche au Grand Conseil, est tenté par cette solution. Disons-le clairement: l'autonomisation a un effet pervers. Elle déresponsabilise l'autorité politique et crée une nouvelle classe de chefs de service davantage tentée par les économies et l'équilibre que par le maintien des prestations offertes au public.

Rémy Cosandey

Privatisations: enjeux et préjugés

La question est importante car elle se pose régulièrement au gré d'une actualité qui impose des choix difficiles aux Etats endettés dont les Régies nationales déficitaires accroissent encore la charge financière. Les enjeux politiques ont tendance à l'emporter sur l'aspect économique, au nom de l'intérêt général ou du bien-être des populations, notamment en matière de transports et de services publics. On admet volontiers que le passage à une gestion privée va entraîner inévitablement une recherche du profit au détriment de la qualité des prestations ou de la diminution de l'offre pour un coût inchangé. Effectivement, le moteur d'une économie libérale tend à la rentabilité et tous les efforts consentis dans ce but mercantile concourent à une gestion rigoureuse, donc profitable. L'intérêt de l'utilisateur, qui dépend souvent d'une position monopolistique, de-

meure certes primordial, mais dans la mesure plus ou moins stricte des moyens disponibles.

Ce qui ne signifie pas que le client obligé soit préterité, s'il peut bénéficier des résultats d'une exploitation rationnelle et de critères commerciaux avantageux, nécessaires pour conserver et développer un marché.

On observera que les grandes entreprises nationales, y compris les sociétés d'économie mixte, se sont adaptées à l'évolution des affaires avec un management bien structuré et des cadres supérieurs recrutés à grands frais et rémunérés en conséquence. Ils font face à des charges imposées légalement pour le service public qui ne sont pas toujours en adéquation avec les budgets attribués ou les ressources tarifées. Néanmoins, leur fonctionnement se déroule globalement à la satis-

faction du public, en dépit des critiques parfois virulentes.

Celles-ci se focalisent plutôt sur certaines catégories de fonctionnaires subalternes dont on se doute de la motivation, vu leurs conditions salariales (particulièrement à l'étranger). Cela ne met pas en cause leur dévouement à la communauté mais réjouit certains humoristes...

Il semble bien que le choix d'un Etat est moins celui de la privatisation en cas de gros problèmes financiers que de la maîtrise de la conduite de ses services nationaux qui nécessite comme dans l'économie privée rigueur gestionnaire, facultés d'adaptation, esprit d'initiative et sans doute un peu d'imagination!

Emile Koog

Croissance économique, privatisation, libéralisation, mondialisation... effondrement

Dans le *Monde Diplomatique* d'août 2011, on trouve un article intitulé «La dé-mondialisation et ses ennemis» par Frédéric Lordon, économiste. Il fait remarquer que la mondialisation est fondée sur des prémisses aberrantes comme par exemple «la concurrence non faussée», concept vide de sens lorsqu'on l'applique à des économies ayant des standards salariaux abyssalement différents (par exemple Europe-Asie) et qui conduit entre autres à des «délocalisations» qui laissent quantité de gens sur le carreau. Par ailleurs, l'actionnariat mondialisé exige des rentabilités financières toujours plus grandes, ce qui provoque la baisse des revenus salariaux et pénalise le travail au profit de la spéculation.

Le casino boursier est devenu le maître du monde et les «agences de notation» décident de la valeur et de la fiabilité des dettes des Etats, dettes qui ont été imposées par la finance internationale et qui sont finalement épongées par les contribuables lorsque les pouvoirs politiques volent au secours des banques dont les directeurs incompetents sont aux abois. On se souviendra du sauvetage du banquier Ospel (UBS) par le conseiller fédéral Couchepin. C'est la mondialisation qui a créé ces problèmes et, comme le dit Lordon, être favorable à la démondialisation c'est simplement déclarer qu'on ne veut plus de ça.

Les sociétés capitalistes libérales se distinguent surtout par leur arrogance soutenue par une puissante technologie, en particulier militaire, avec laquelle elles veulent dominer le monde, l'exemple type étant celui des Etats-Unis empêtrés dans une guerre sans fin en Afghanistan, dont on ne sait même pas quel est le but. Il ne faut donc pas s'étonner que ces sociétés, comme le dit Castoriadis, «présentent au reste du monde une image-repoussoir, celle de sociétés où règne un vide total de signification. La seule valeur y est l'argent, la notoriété médiatique ou le pouvoir, au sens le plus vulgaire et le plus dérisoire du terme.»

Si on veut sortir de cette course à l'absurdité et à la catastrophe, il faut, me semble-t-il, commencer par remettre en question la notion même de développement et surtout de «sous-développement». Qui développe quoi, comment, où et pour qui? En quoi est-ce qu'une tribu indienne vivant dans la forêt tropicale est sous-développée par rapport aux habitants de Genève ou, plus généralement, des pays industrialisés? Ce sont simplement des modes de vie différents et la prétention que les premiers devraient imiter les seconds pour être prospères, modernes et heureux, est stupide. C'est pourtant cela que gouvernements et économistes veulent nous faire croire, probablement avec l'arrière-pensée qu'il y a là un moyen d'étendre encore des marchés dont ils se promettent de tirer des bénéfices. Le discours du président français Sarkozy tenu en 2007 à Dakar en est une illustration. Discours paternaliste qui a été réfuté avec vigueur par des historiens et intellectuels africains. Ils ont fait ressortir que l'idée que M. Sarkozy se fait de l'Afrique ne correspond en rien à la réalité et que son but inavoué est de rendre les pays africains dépendants de la France et d'en servir les intérêts, en particulier comme fournisseurs de matières premières (voir à ce sujet: *L'Afrique répond à Sarkozy*, Horizons et Débats No 31, 8 août 2011). Et finalement, quel est le but du développement et comment saura-t-on s'il a été atteint?

«L'abaissement du niveau intellectuel est le chemin le plus court vers les gros bénéfices».

André Schiffrin

Pour essayer de sauver le développement, on a inventé le «développement durable», ce qui ne fait qu'ajouter à la confusion. Il s'agissait probablement d'imaginer un développement

moins destructeur et donc plus facile à faire durer, mais cela ne dit rien de concret sur la nature et le but du développement et permet surtout à la croissance économique de continuer, croissance qui est la raison première des atteintes à l'environnement, à la nature, au climat et qui mène à une société à deux vitesses avec d'un côté des salaires et des fortunes indécentes et de l'autre des gens qui peinent à survivre.

Indépendamment de leur côté néfaste, le développement soi-disant durable et la croissance économique sont pourtant condamnés à terme, ce que politiciens et économistes semblent ignorer. La fin du pétrole, sans lequel il n'y a pas de mondialisation qui tienne, n'est pourtant plus très loin. Au rythme de consommation actuel, il y en a encore pour une ou deux décennies. Et il n'y a pas de substitut crédible au pétrole. Il faudrait donc démarrer un plan d'urgence pour que la transition vers l'après-pétrole puisse se faire sans trop de problèmes, voire de misères et de guerres. Mais je n'ai entendu aucun politicien proposer de mettre cela à l'ordre du jour.

Il me semble qu'on ne peut échapper à la conclusion que l'humanité devra revenir à des sociétés de subsistance et donc des économies de proximité. Dans un article publié en 2002, intitulé «How can we survive» (comment pourrions-nous survivre?), Edward Goldsmith, fondateur de la revue *The Ecologist*, conclut: «Nous devons nous imprégner d'une vision du monde très différente, une vision qui voit la survie de l'humanité liée à un retour à des communautés traditionnelles et à la préservation de la nature dont elles font partie, plutôt que dans le monde de remplacement non soutenable qu'apporte le développement économique.»

Et Cornélius Castoriadis ne dit pas autre chose: «Nous devons être les jardiniers de cette planète. La cultiver

suite en page 5

comme elle est et pour elle-même. Et trouver notre vie, notre place relativement à cela. Voilà une énorme tâche. Et cela pourrait absorber une grande partie du loisir des gens, libérés d'un travail stupide, productif, répétitif. Or cela est très loin non seulement du système actuel mais de l'imaginaire dominante actuelle. L'imaginaire de notre époque c'est celui de l'expansion illimitée, c'est l'accumulation de

la camelote...» (Le Monde Diplomatique, août 1998). Le monde ne sera pas sauvé par plus d'activité économique mais par une réduction, si possible planifiée de celle-ci. Cela signifie la fin de certaines activités et donc la fin du travail pour une partie de la population. Il serait préférable de se répartir le travail restant plutôt que de pousser tout le monde à «travailler plus

pour gagner plus», selon le slogan idiot du président Sarkozy. Et n'oublions pas que la fin du pétrole signifie aussi une diminution importante du nombre de machines et la remise à l'honneur du travail manuel.

Pierre Lehmann

Assèchement programmé du service public

Sous le respectable concept de «pollueur-payeur», il a été introduit par la bande un découplage des services publics dits «rentables» des non-rentables, avec sa cascade de privatisations. Il s'en est suivi un transfert des structures bénéficiaires, construites avec les impôts de la population, vers une logique du profit qui soumet chacun à une taxe standardisée, non proportionnelle à sa capacité contributive. La paupérisation des classes modestes et moyennes était enclenchée. Sous prétexte d'investissements importants, nécessaires pour améliorer les structures, les Etats, signataires des accords de l'OMC, ont accepté, sans l'accord des peuples, de déléguer leurs responsabilités politiques aux entreprises privées.

Un des chantiers en cours actuellement tend à vouloir retirer à l'ensemble des citoyens la propriété collective de l'eau. Par des subterfuges fort sournois, il est signifié à la population que la seule façon de gérer cette matière première si précieuse est de la soumettre aux gracieuses lois du marché. Et, curieusement, beaucoup de nos concitoyens se laissent convaincre qu'il n'y a effectivement rien d'autre à faire. L'argument le plus souvent entendu est: «Y a pas moyen de fonctionner autrement!»

En fait, la problématique fondamentale est que le système de milice qui caractérise notre démocratie est poussé dans ses derniers retranchements par la complexification des dossiers et un certain désintérêt citoyen. L'inflation de nouvelles techniques, outils informatiques, expertises diverses nécessaires pour la bonne compréhension des sujets de consultations, ont grandement participé à cet état de fait. Aussi, les forces démocratiques locales se voient imposer par le niveau fédéral des directives qui tendent à considérer la privatisation comme la seule et la meilleure solution pour alléger le poids des charges collectives. Par ce mécanisme, le démantèlement est en marche, l'appauvrissement de la classe moyenne et modeste programmé puisque les taxes leur coûteront plus chères que le gain d'impôt, et la baisse des coefficients fiscaux sont autant de cadeaux pour les plus nantis. L'exemple des projets actuels concernant la santé publique est aussi tout à fait symptomatique.

Il est impressionnant d'observer cette accélération de la mise sous tutelle de la politique par l'économie. La concentration des pouvoirs financiers et médiatiques a bien provoqué les dégâts qu'on pouvait craindre, en ob-

servant ceux subis par les pays dits du «Tiers Monde» depuis la fin des colonies et maintenant appliqués aux économies occidentales. Les conséquences en sont un rétrécissement de la réflexion collective, les alarmes et objections des résistants sont traitées de diatribe par les médias, les arguments alternatifs systématiquement tenus à l'ombre. L'indifférence se généralise, le repli sur son petit pré carré devient la solution qui s'impose par fatigue, paresse ou découragement.

Les outils de la démocratie mériteraient une réactualisation, sachant par définition que la concertation et la recherche de consensus prend du temps. Le rythme effréné des changements force la politique à jouer plus vite que la musique, les nouvelles directives n'ayant même pas le temps d'être mises en application que déjà une autre génération de règles s'annonce à l'horizon.

Il apparaît de plus en plus clairement que cet état d'agitation permanente, de mise en compétition tous azimuts, nécessite un retour au calme de l'ensemble de la société, afin de permettre de prendre le temps de réfléchir et donner à nouveau goût à chacun pour la chose publique.

D'autre part, les directives de l'OMC, AGCS compris (Accord Général du Commerce des Services), devraient impérativement être remises sur le métier afin d'être conçues pour servir les peuples et non les multinationales qui en tiennent les rênes.

Enfin, je rêverai d'une ONU civile, libérée de toutes subordination, tenant un rôle de tiers-neutre citoyen, et motivée à travailler sur une fluidité, un mieux-être général. Ses collaborations avec les organisations citoyennes devraient pouvoir l'aider à travailler sur une structure démocratique souple, adaptable sous toutes les latitudes et basée sur l'équité et la cohérence. Chacun devrait pouvoir y trouver sa place, les possibilités de participations à la chose publique encouragées, la dynamique sociale protégée des abus de pouvoirs caractérisés.

Je suis tentée de penser que la crise financière actuelle est une excellente opportunité pour fédérer enfin toutes ces forces constructives.

Edith Samba

Privatisation, privation, prison...

Pratiquement toutes les vendeuses et caissières que j'aborde dans les grandes surfaces me répondent qu'elles ne sont pas excédées par «l'ambiance musicale» car «elles ne l'entendent plus». J'admire leur résistance au braillement d'américaneries entrecoupées de «messages publicitaires» assénées depuis la batterie de hauts parleurs couvrant les plafonds. Il m'est arrivé plus d'une fois qu'excédé par la stridence des rengaines, je demande poliment qu'on en baisse le volume. Réponse provocatrice: «Vous n'aimez pas la musique?»; je-m'en-foutiste: «Les clients adorent!» ou découragée: «C'est le gérant qui décide». Il m'est arrivé pourtant de m'entendre répondre «Merci d'intervenir, c'est insupportable et vous n'êtes gavé de décibels que le temps de vos achats, nous c'est du plein temps!»

Cet aveu vient souvent de jeunes salariées qui refusent qu'on les assomme de sonorités dont elles n'ont choisi ni le contenu, ni la mélodie, ni le volume-son, ni la durée. Elles s'opposent de fait à la privatisation de leur espace sonore et revendiquent le droit de presser sur «OFF» lorsqu'ils n'en peuvent plus.

Je pense alors à d'autres privatisations plus sournoises encore que celles bien connues des ressources naturelles, du patrimoine commun, de la richesse publique. Il s'agit de l'intrusion dans notre propre cadre de vie dont les éléments constitutifs sont progressivement accaparés par le Marché pour soumettre les gens aux diktats de la consommation.

Privatisation de la vue en l'aveuglant de publicités sur les murs, les écrans, les illustrés pour y exhiber, qui, des fessiers vaguement vêtus, par des commerçants de strings confectionnés par ses esclaves délocalisés, qui, les photos géantes des innombrables nouveaux modèles de 4 x 4, toutes aussi encombrantes les unes que les autres, qui encore, d'ignobles appels à la haine préparant insidieusement les frustrés à la curée contre l'«étranger». Rarement quelques dérisoires incitations à économiser l'énergie, rouler mollo et trier ses déchets.

Privatisation du temps en nous distrayant constamment de nos réflexions et rêveries par des messages indésirables dans la presse, la rue, la toile. Ce temps accaparé par le Marché est perdu aussi lorsque l'on est forcé de s'interrompre pour boucler une publicité téléphonique, déchirer le courrier qui ne vous concerne pas ou le renvoyer à l'expéditeur.

Privatisation de la privacité de nos téléphones, ordinateurs, boîtes aux lettres marquées d'un vain «Pas de pub s.v.p.». A ce propos, des jeunes viennent de trouver avec leur courrier un paquet de cigarettes accompagné d'un message illustré d'un couple à poil folâtrant dans la nature: «La nouvelle Parisienne est là! Et c'est toi (sic) qui peux la tester en premier (resic)»: les oncologues, déjà débordés par le boom de cancers précoces, apprécieront les vertus de ce tabac «vert», donc écologique puisque «sans additifs»!

Privatisation de l'obscurité, car gratte-ciel, vitrines, enseignes doivent rester illuminés la nuit pour que la marchandise ne puisse échapper au regard du moindre passant et que son attention ne soit pas détournée par l'admiration du ciel étoilé.

Privatisation des corps humains affublés de maillots publicitaires, ou promenant leurs sacs à commission, tels les hommes sandwich, couverts de slogans crétinisants inventés par des Migros, Ikea et autres «privatiseurs» de dignité.

En quelques décennies, le marché néolibéral est parvenu à s'ingérer progressivement dans les pores de nos vies et leur emballément ne semble plus pouvoir s'arrêter. Si nul ne le dénonce, il privatisera les vies humaines, du berceau au tombeau, et nous n'aurons plus même le temps ni le discernement de nous y opposer. Et de plus en plus d'indignés s'élèvent contre l'indignité de cette minorité d'hommes qui usent de l'économie, de la politique, de l'information pour s'ingérer dans notre conscient. «Robins des toits», «Casseurs de pub», «Faucheurs volontaires», «Squatteurs de

logis», «Jardiniers sauvages»... Ils s'élèvent contre la privatisation de leur cadre de vie et la privation de ce qui est essentiel à leur épanouissement: la liberté de prendre le temps d'écouter ce qu'on veut, de regarder de qu'on aime et de s'indigner contre l'emprisonnement dans un monde gangrené par le culte de la marchandise.

François Iselin

Voici un bel exemple*:

«Contre les privatisations – REVOLUTION»

«C'était, à n'en point douter, le slogan le plus populaire dans les manifestations de cet été 2011, qui étaient une sorte de répétition générale en vue du rassemblement spectaculaire où un demi-million d'Israéliens ont exprimé leur rejet du néolibéralisme. Un demi-million de manifestants pour la justice sociale? Il y a encore un mois, on en aurait ri, mais après les 300'000 du 6 août, rien ne semblait plus impossible [...].

Ils rêvent d'un retour à l'Etat-providence des années cinquante au début des années quatre-vingt quand existait un véritable service public et que l'Etat contrôlait le faible capital privé, quand la centrale syndicale Histadruth avait plus de pouvoir que le Parlement, en un mot l'époque de l'Etat social qui se prétendait socialiste [...].

Un retour à l'État-providence nécessite aujourd'hui une véritable révolution, *mabapecha* comme crient les manifestants. Mais une telle révolution ne peut faire l'économie d'un combat commun avec les pauvres, dont évidemment la minorité palestinienne d'Israël, ni donc l'économie d'un tournant radical de la politique envers les Palestiniens et le monde arabe.»

Michel Warschawski

* Extrait de l'article paru dans «Siné mensuel» n° 1, septembre 2011, sous le titre de «Printemps israélien?, 500'000 Israéliens sont descendus dans la rue pour dire non au libéralisme de Netanyahu».

Interview d'une postière d'un village vaudois

Pensez-vous que la poste est encore un service public?

Nous, les employés luttons pour que la poste reste un service public; le syndicat est avec nous.

Pour les dirigeants ce n'est pas pareil, seuls le profit et le rendement sont les objectifs.

Dans votre travail avez-vous subi des pressions? Une difficulté à satisfaire la clientèle?

Oui, dans mon travail j'ai subi de la pression et du stress, surtout au niveau de la vente, toujours plus, souvent avec des objectifs irréalisables avec des produits qui n'ont rien à voir avec la poste. Exemple: assurance non vie, soit: assurance voyage, assurance voiture, vente natal, loterie, Swisscom, TV, etc.

«L'honneur et le profit ne couchent pas dans le même lit».

Cervantes

Vous a-t-il été facile de vendre des billets de loterie?

Vendre de la loterie n'est pas chose facile mis à part les habitués qui en achètent systématiquement. Les rayons papeteries sont une vente facile car les gens prennent ce dont ils ont besoin. Ce qu'on oublie, c'est le travail que cela nous occasionne; pour la loterie: commandes, contrôles; pour tout le reste chaque mois contrôle du stock.

Ce nouveau système a-t-il compliqué votre tâche?

Ce nouveau système procure des recettes pour la Poste mais nous donne du travail supplémentaire qu'il faut faire entre les services au guichet.

Les usagers de la poste ont-ils ressenti un manque de disponibilité du personnel?

Effectivement les usagers disent souvent: «Ce n'est plus une poste

mais c'est un magasin». Il y a aussi ceux qui ne sont pas contents d'attendre quand on vend un objet (natal) qui prend beaucoup de temps, car il faut faire un enregistrement, donner des explications, etc. Toutes ces nouveautés peuvent prendre jusqu'à 20 minutes, alors si on est seule il y a tout de suite la file.

Craignez-vous pour l'avenir de votre bureau postal? Quels sont les critères pour fermer une poste?

Je ne crains pas la fermeture de la poste de Mézières car les bureaux environnants ont été fermés, donc **pour l'instant**, rien à craindre. Les critères pour la fermeture de bureaux sont difficiles à comprendre: premièrement, bureau trop près l'un de l'autre; 2) peu de clients, donc pas rentable; 3) chiffre pas atteint; 4) bureaux non informatisés.

N'y a-t-il pas un pan de la population qui souffre de ne plus voir le facteur, de ne plus se rendre au guichet pour retirer paquets ou courrier, effectuer ses paiements?

Effectivement une bonne partie de la population n'est pas satisfaite de ne plus voir même le facteur car il y a un changement impressionnant de personnel, ceci même au guichet. Là où le bureau a été fermé, exemple Ropraz, il y a un service à domicile qui fonctionne comme suit: le facteur effectue sa tournée; si le client a besoin d'un service il met à l'ouverture de sa boîte aux lettres un écriteau (fourni par la poste). Cela veut dire que le facteur doit aller à l'intérieur et qu'il est dans l'obligation de prendre chez le client: versements, lettres, colis, etc. Le lendemain il rend l'argent que les dames des guichets auront mis dans une enveloppe. Pour les personnes âgées ce service est satisfaisant en général, elles sont contentes.

Selon vous, pourquoi toutes ces restrictions? On sait que la poste fait chaque année des bénéfices?

Toutes ces restrictions simplement pour fermer les bureaux, travailler avec le minimum de monde afin

d'augmenter encore les bénéfices. D'après moi ce n'est pas du tout le but d'un service public.

Y a-t-il des ordres qui vous semblent absurdes?

Souvent nous recevons des ordres si absurdes qu'ils ne durent que quelque temps, après on revient en arrière.

Comment vos chefs vous considèrent-ils? Comme des associés, des égaux, des inférieurs?

Nos chefs nous considèrent souvent comme des collègues, avec la certitude que tout est facile pour nous, sans considération et sans grande reconnaissance pour notre travail.

«Il ne se fait aucun profit qu'au dommage d'autrui».

Montaigne, Essais

Pensez-vous que le courrier est toujours acheminé avec la même précision, la même rapidité?

En ce concerne le courrier je dirai que nous avons changé de système il y a plusieurs années; plus de sacs, plus besoin d'attacher des liasses de lettres, remplacées par de simples caisses différenciées «courrier A» et «courrier B». Au niveau précision et rapidité, je dois dire que c'est bien à environ 98%.

Quels sont, selon vous, les buts que se fixe la direction? Est-elle en train de préparer d'autres changements?

Je pense que les dirigeants se préparent à de très grands changements, selon les informations que nous avons.

Propos recueillis par
Mousse Boulanger

Les OGM - la privatisation de la vie

Il y a un aspect de la privatisation qui est passé sous silence, c'est celui du brevetage du vivant par les OGM qui permet à l'industrie de s'engouffrer dans une brèche propre à lui assurer une maîtrise totale de l'agriculture par l'industrialisation de celle-ci.

Les ressources génétiques des plantes ont été considérées pendant longtemps comme bien commun de l'humanité. Mais depuis une trentaine d'années ce tabou sur le vivant ne cesse d'être transgressé. La mise au point des techniques du génie génétique constitue un tournant majeur en permettant de modifier la matière vivante. L'immense majorité des brevets (environ 97%) sont accordés dans des pays industrialisés, alors même que l'immense majorité des ressources génétiques provient des pays intertropicaux; on estime que le Nord dépend du Sud jusqu'à 95% en ce qui concerne la matière première génétique de ses produits les plus importants.

L'essor des biotechnologies a transformé les pays du Sud en un gigantesque terrain de prospection. Cette appropriation du vivant est considérée comme un acte de biopiraterie par les populations autochtones du Sud car elle conduit au pillage de leurs ressources naturelles et de leurs savoirs «traditionnels». Elles se retrouvent aussi dans l'obligation de s'acquitter de redevances pour des produits qu'elles utilisent depuis des générations. Mais plus que «le Nord», ce sont surtout les grandes firmes appartenant aux domaines de la biotechnologie et de la pharmacie qui en sont les principales bénéficiaires. Les risques de voir émerger des monopoles dans des secteurs tels que la santé et l'alimentation sont alarmants d'autant plus que l'on constate une forte augmentation des demandes de brevet touchant à des plantes conventionnelles¹.

Le développement des brevets fa-

vorise en outre la création de plantes OGM dont l'utilisation constitue une menace. C'est bien la richesse de la biodiversité du Sud qui pâtit actuellement de ce système, ce qui nous renvoie à la question d'une dette écologique due par le Nord – ce qui ne veut pas dire que les Etats du Sud sont davantage préoccupés par la conservation de leur biodiversité, souvent mise en balance avec le «développement».

«Jamais la nature ne nous trompe; c'est toujours nous qui nous trompons».

Jean-Jacques Rousseau

En effet, l'imposture des OGM gagne du terrain dans le monde entier et entraîne le dévoiement de la recherche et des chercheurs en agronomie. Depuis quelques années, on assiste à une véritable agression des paysans, des chercheurs et aussi des responsables politiques, afin qu'ils ouvrent toute grande la porte aux OGM. Des rencontres sont organisées aussi bien sur le continent africain qu'aux Etats-Unis, auxquelles sont conviés à grands frais des chefs d'Etats, des ministres de l'agriculture, ainsi que des responsables de centres de recherche ou des leaders d'associations paysannes. On les invite, on les loge dans les plus grands hôtels, on leur montre de grands champs de plantes transgéniques, on leur dit qu'il ne faut pas rater le train des OGM et, à leur retour, ils ne jurent que par les cultures transgéniques; c'est une forme de «corruption idéologique». Ces rencontres ont un message clair: l'agriculture

a besoin des OGM et la recherche doit aller dans ce sens. Du coup, le peu de ressources financières consacrées à la recherche scientifique dans le monde, le peu de structures existantes sont réorientées vers les OGM et les biotechnologies. Il s'agit là d'un détournement de ressources, loin des besoins des paysans qui assurent la majorité de la production alimentaire.

En cette période de grande précarité économique, il est difficile pour un chercheur bien formé mais privé de crédits pour mener ses recherches ou pour un centre de recherche agricole sans budget de fonctionnement, de résister aux fonds colossaux mis à la disposition par Monsanto, Syngenta, mais aussi l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le développement international, favorable aux organismes génétiquement modifiés), pour faire de la recherche sur des variétés de végétaux, de grains et de maïs transgéniques. Après la corruption idéologique des dirigeants, vient la corruption financière des chercheurs, qui doivent travailler sur les OGM pour financer leurs projets. On peut déplorer que dans les pays pauvres, lorsqu'on est un chercheur appauvri et désœuvré qui n'a pas de moyens, on soit tenté d'accepter ce marché de dupes.

Nous aurions dû miser sur l'autosuffisance alimentaire, la valorisation des ressources génétiques nationales et le renforcement des structures de recherche dignes de ce nom pour que la recherche agricole obtienne des résultats intéressants dans l'amélioration des semences locales, adaptées aux contextes locaux. Mais en ces temps d'ajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale, avec des coupes importantes dans le budget de la recherche et une réorientation des politiques

¹ Hélen Baillot «Quand le capitalisme s'empare du vivant» - Paru dans la revue «Les autres voix de la planète» de janvier 2010.

agricoles, on ne parle plus d'auto-suffisance alimentaire, mais de sécurité alimentaire. En clair, le message est : *«Mangez ce qu'on vous apporte et taisez-vous! Ne demandez pas d'où viennent les semences, l'industrie alimentaire s'occupe de tout.»*

«On conduit la nature, on ne la change pas».

Voltaire

Pour des scientifiques, telle la professeure malienne de Bamako Assétou Samaké², le fait que l'Afrique perd de plus en plus le contrôle de ses programmes de recherche scientifique, de ses ressources génétiques, de ses semences, de ses choix même en matière d'alimentation, représente une catastrophe. *«Désormais, si nos ressources génétiques sont transformées en laboratoire, en partie dans nos pays mais le plus souvent à l'étranger, c'est à notre insu.»* Elle a essayé d'en savoir le plus possible sur ce qui se concocte dans les stations de recherche en matière de plantes africaines génétiquement modifiées et, selon elle, *«Nous avons beaucoup de peine à obtenir les informations sur ce qui se trame dans les laboratoires de recherche. Nous devons recouper les témoignages de paysans, de chercheurs et des ONG qui nous soutiennent.»* C'est ainsi qu'elle a appris l'existence d'un sorgho ou encore du niébé génétiquement modifié développé par Syngenta en Suisse, avant d'être expérimenté en Afrique du Sud devenu un véritable laboratoire pour toutes sortes d'expériences transgéniques et ce dans

l'opacité la plus totale. *«Les tests sur les OGM sont cachés dans nos pays, parce que leurs promoteurs savent qu'il y a de la résistance»* opine-t-elle. Il en est de même dans nos contrées soi-disant «avancées» et nous devons nous décider de tout faire pour accroître cette résistance³.

Heureusement, il y a des pays qui se réveillent et, par exemple, l'Autorité indienne de la biodiversité a annoncé, le 11 août 2011, qu'elle avait engagé des poursuites judiciaires à l'encontre du semencier américain Monsanto pour avoir mis au point une aubergine génétiquement modifiée à partir de variétés locales sans en avoir demandé l'autorisation et qu'elle avait gagné son procès⁴. L'entreprise aurait pris du matériel végétal sans aucune autorisation et l'aurait utilisé à des fins commerciales, ce qui est considéré comme un acte de biopiraterie et elle sera poursuivie pour «biopiraterie», une infraction passible de trois années d'emprisonnement. La société Monsanto avait l'habitude de falsifier les données scientifiques transmises aux organismes gouvernementaux de réglementation afin d'obtenir les autorisations de commercialisation pour ses produits en Inde.

Cette action en justice contre Monsanto constitue une victoire pour les opposants aux OGM. Ses nouvelles semences, coûteuses, sont accusées de ruiner les producteurs les plus fragiles. L'aubergine, très présente dans l'alimentation quotidienne partout dans le pays, est aussi utilisée comme offrande religieuse. Dans le temple d'Udupi, dans le sud de l'Inde, les fidèles du

dieu Krishna s'étaient ainsi violemment opposés à la commercialisation de l'aubergine génétiquement modifiée. Ils craignaient de susciter la colère de leur divinité en lui offrant des légumes «impurs».

La «privatisation», ce n'est pas seulement la conversion d'entreprises nationales en entités dites «privées», comme la privatisation des CFF ou des PTT, mais aussi l'accaparement des divers matériaux et instances publiques tels l'eau, les semences, l'éducation, la recherche, etc. par les entreprises privées pour leur seul bénéfice et profit. Les OGM permettent de breveter le vivant, et par là, de «privatiser» l'agriculture en en faisant une industrie qui échappe aux petits paysans; ces derniers se retrouvent coupés de leurs sources de semences et esclaves d'un système qui les dépasse, dans lequel ils ne sont que de la main-d'œuvre docile livrée au bon vouloir des industriels. Et l'argent gagné par ces procédés n'ira jamais à ceux qui en ont le plus besoin, il restera dans l'escarcelle des magnats industriels et de leurs commanditaires, soit la grande finance et la bourse.

«Nature n'endure mutations soudaines sans grande violence».

François Rabelais

Mais nous pouvons changer cela, il suffirait de s'opposer par tous les moyens légaux à notre disposition à l'instar de l'opposition citoyenne fomentée depuis 2007 dans la commune de Pully où des habitants se sont associés pour contrer la plantation de blé OGM dans des champs de la station agronomique «Agroscope Changins-Wädenswil» en plein quartier résidentiel sous la bannière «Non aux OGM à Pully». Même si ces essais ont quand même eu lieu, ils ont été retardés d'une année et finalement écourtés⁵.

² Assétou Sakamé est professeure à l'Université de Bamako, au Mali. Elle est intervenue aux côtés de spécialistes suisses, indiens et africains de haut niveau dans le cadre de la rencontre «Quelle agriculture pour nourrir le monde?» organisée par Swissaid les 21 et 22 septembre à Berne, Nyon et Genève.

³ Voir Le Courrier du mercredi 14 septembre 2011 - «La recherche agricole africaine confisquée».

⁴ Dinesh C Sharma - India Today (<http://indiatoday.intoday.in/site/story/monsanto-bt-brinjal-piracy-stealing-genetically-modified-plants/1/147837.html>) et Julien Bouissou - Le Monde.

⁵ Voir une compilation de ce mouvement à la page internet - <http://www.tafel.village.org/politic/OGM.html>.

Défendre la démocratie directe

Antoine Chollet, Le savoir suisse, 2011

Les récentes élections fédérales ont montré qu'un quart des électeurs suisses étaient sensibles aux thèses sécuritaires et xénophobes de l'UDC. Avec les millions de francs dont il dispose et les slogans réducteurs qu'il utilise, ce parti a complètement dévoyé la démocratie directe de notre pays.

La démocratie directe, Antoine Chollet la défend avec passion dans un petit ouvrage qui se lit avec intérêt. Et pourtant, il commence par un constat sans complaisance: «Tous nos systèmes politiques constitutionnels sont construits ainsi: ce sont des régimes élitistes. Le pouvoir appartient à un petit nombre de personnes, le peuple n'y exerçant qu'une fon-

tion de légitimation, principalement par le biais des élections».

Plus que jamais, l'actualité nationale ou mondiale (le printemps arabe par exemple) met en question le pouvoir du peuple. Là, il se révolte pour exiger davantage de démocratie. Ici, il désavoue le pouvoir en place, En une centaine de pages, Antoine Chollet montre quels sont les atouts exceptionnels, les dérives ou les illusions de la démocratie directe. Il se montre sévère sur la politique suisse. Il décèle dans ses élites des tendances clairement anti-démocratiques. Et inversement, il expose les raisons d'une confiance renforcée en l'institution même de la démocratie directe.

Les nombreuses réflexions contenues dans le livre méritent toutes d'être méditées. Prenons-en une par hasard: «Le gouvernement représentatif se caractérise par un ensemble de mécanismes permettant d'éloigner le peuple du pouvoir tout en ne se l'aliénant pas complètement. Son exemple le plus abouti est la pratique des élections, lors desquelles des citoyens vont choisir, théoriquement en toute liberté, qui va décider à leur place toutes les questions politiques durant les quatre ou cinq prochaines années».

Rémy Cosandey

Guide des innovations pour lutter contre la pauvreté ou 100 inventions géniales au service des pays du Sud

Patrick Kohler et Daniel Schneider, Editions Favre, 2011

Les deux auteurs, partant de l'idée que «la technologie et l'innovation sont des facteurs-clés de développement durable mais que manque l'incitation à les mettre au service de ce

développement», ont passé en revue 100 technologies appropriées pour aider les pays du Sud. Choix non exhaustif mais qui fera connaître, en première partie du livre, des outils simples, réalisés à partir de matériaux locaux, pouvant être aisément fabriqués et entretenus sur place. La seconde partie de ce guide répertorie une série d'inventions géniales, souvent hautement innovatrices, réali-

sées au Nord mais de très grande utilité pour les populations du Sud. On passe ainsi du «foyer amélioré trois pierres» à la «génératrice solaire à panneaux flexibles».

En somme, un guide de référence dans le domaine de la coopération internationale. Bonne lecture!

Yvette Humbert Fink

Notre Terre dans le Ciel

Et si notre planète était en détresse de mal-amour?

Non pas de passions qui tuent, comme la foudre, mais de cette tendresse qui se cultive comme un verger ou un parterre de fleurs, tous les jours, avec le soin réciproque de l'autre.

Cet apprentissage qui a commencé dans la nuit des temps, puisque malgré violences et guerres nous sommes là... mais, en devenir et loin d'être achevés, nous, ouvriers du présent-éternel, là où le vent nous a semés...

Susanne Gerber

Poème rédigé à l'occasion de son nonantième anniversaire

Les indignés

On parle beaucoup du mouvement des indignés qui essaime partout dans le monde à une vitesse vertigineuse. Avec raison, ces femmes et ces hommes, en général des jeunes, contestent le système néolibéral basé sur le profit et qui exploite et méprise les humains. Pour qu'il y ait des indignés, il faut qu'il y ait des gouvernants, des banques, des entreprises et des dirigeants indignes. Qui sont-ils?

Dans notre forum de février prochain, nous en montrerons du doigt quelques-uns, non pas pour les livrer à la vindicte populaire, mais pour bien montrer qu'ils ont un to-

tal mépris de l'intérêt général. Nos lecteurs sont invités à participer activement à ce forum en nous fournissant des exemples concrets.

«Je crains que les animaux ne considèrent l'homme comme un être d'une espèce qui a perdu le bon-sens animal de la plus douloureuse façon, - comme étant l'animal extravagant, l'animal hilare, l'animal larmoyant, l'animal voué au malheur».

Nietzsche

Le peuple des moutons

Rémy Cosandey, Editions G d'Encre, 2011



Ce livre a un titre qui évoque certaines affiches de l'UDC: *Le peuple des moutons*. Sur la page de couverture cette interrogation: pourquoi les Suisses votent presque toujours contre leur intérêt?

Le livre est divisé en trois parties. Dans la première, l'auteur fait un travail d'historien. Il relate la vie d'une famille d'ouvrier dans les années 1945-1960. Il dit comment on vivait avec 500 francs. Pour élever une famille de sept enfants, il fallait que le père remette l'intégralité de son salaire à son épouse. Elle accomplissait les tâches ménagères et s'ingéniait à gagner un peu d'argent avec des travaux de couture. On découvre la ville du Locle, son école, ses jardins potagers, la longue marche vers le savoir, vers l'apprentissage de la solidarité, du partage, de la camaraderie, sentiments qui ont marqué toute la vie de Remy Cosandey.

La 2^e partie propose une analyse de la situation sociale, politique, économique du pays. A travers une anecdote significative l'auteur décrit le paternalisme de certains industriels: la femme du patron de son père qui lui a refusé une augmentation de salaire vient apporter les os du poulet consommé à midi, afin que la mère en prépare une soupe! Il réveille des mots oubliés, comme «la débrosse» qui consistait à ramasser en forêt les déchets de bois pour alimenter la cuisinière. Il se souvient des stères qu'il fallait fendre afin de se chauffer en hiver, des cueillettes de champignons en famille, des corvées de potager et de la première semaine de vacances de ses parents, semaine gagnée grâce à la fidélité au syndicat FOMH, congé comparable à la ruée des Français, vers la mer, en 1936. Il y a la naissance du syndicalisme, des Unions

chrétiennes auxquelles il est resté fidèle, le visage de la politique exaltant et souvent décevant. A l'âge de sept ans Remy Cosandey réalise qu'en dépit de tous les malheurs pouvant s'abattre sur une famille, il est possible de faire face à l'adversité avec courage.

En troisième partie, on trouve la participation de trente personnalités qui, toutes, expriment leurs sentiments face à la réalité de ce siècle de mondialisation, de bonus extravagants, de faillites bancaires, d'initiatives inapplicables et dangereuses pour la cohésion de notre pays.

Il faut lire *Le peuple des moutons* pour avoir un panorama complet de la vie en Suisse depuis près d'un siècle.

Mousse Boulanger

Juste avant la pluie

Yvette Z'graggen, Editions de l'Aire, Vevey

Juste avant la pluie, c'est le titre du dernier livre né sous la plume de la romancière Yvette Z'graggen. Si elle a aujourd'hui 90 ans, elle en avait 18 en 1938, l'âge des premières amours. Dans ce roman, elle fait revivre les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale. Son héroïne Yvie, étudiante à Genève, rencontre Alex un jeune allemand en séjour pour quelques semaines. Elle tombe dans ses bras, et «juste avant la pluie», sur une plage, entre des barques, elle découvre l'amour et tombe enceinte. Alex retourne dans son pays pour endosser l'uniforme militaire.

De cette idylle naîtra Thomas qui ne connaîtra jamais son père. L'auteur rappelle quelle était la condition d'une jeune fille enceinte à cette époque. Après quelques échanges de lettres, l'envoi d'une photo, l'amour tombe dans l'oubli et c'est le petit Thomas qui en transmettra l'image en glissant sa main dans celle d'un grand-père à qui il pose des questions qui restent sans réponse. Ce sont les commémorations de 2009 qui ont réveillé les souvenirs d'une jeunesse confinée dans des préjugés enfermant les femmes dans

un monde factice. L'auteure rappelle, en fin de livre, la vie de toutes les héroïnes de ses romans. Elle écrit: «*Chacune de leurs histoires est, en fait, le récit du combat, parfois difficile et douloureux, qu'elles ont mené pour conquérir cette liberté sans laquelle on ne peut vivre en accord ni*

avec soi-même, ni avec les autres.»

Ce livre est comme une bouffée d'espoir dans un monde porteur de menaces et de peurs.

Mousse Boulanger

La voie pour l'avenir de l'humanité

Edgar Morin, Ed. Fayard, 2011

Vaste étude que l'auteur a menée grâce à la collaboration de plusieurs spécialistes. Divisée en 4 parties: 1) Les politiques de l'humanité; 2) Réformes de la pensée et de l'éducation; 3) Réformes de société; 4) Réformes de vie.

Elle est à la fois une description de notre présent et une interrogation sur les chemins possibles de notre futur. Sommes-nous conscients que la globalisation suscite des polycrises à l'échelle planétaire? Parlant de la finance mondiale, il la compare à un bateau ivre dont le voyage au long cours (de bourse) compte plus de naufragés que de passagers.

Tout est à vendre si on en tire profit, l'eau, comme la terre, dont on ne reconnaît plus le droit coutumier de ceux qui l'ont cultivée et soignée pendant des générations... dans les pays du Sud principalement. Comment s'étonner de la multiplication des bidonvilles et de l'immigration clandestine à destination des pays développés? Que pouvons-nous changer à cette situation, nous les privilégiés? Quelques pistes à découvrir, à méditer, à suivre, qui devraient nous aider à emprunter des chemins de solidarité, de partage et de joie.

Susanne Gerber



Du jardinage pour intégrer les migrants

L'entraide protestante suisse a inauguré le 14 août 2011 à Yverdon-les-Bains un jardin essentiellement destiné aux personnes migrantes. Dans un espace dévolu aux jardins familiaux, une parcelle est louée par l'EPER. Six familles y disposent d'un jardinet de 20 à 50 m² et suivent des cours de jardinage donnés par l'EPER. Des moments d'échange ont lieu avec pour langue de base le français. L'intégration a tout à y gagner. Les «nouveaux Jardins» connus déjà en Suisse alémanique ont fait leur apparition en Suisse romande à Ville-neuve et à Yverdon-les-Bains.

D'après *24 Heures* du 24 août 2011

A la recherche des langues aborigènes perdues...

En 1788, lors de l'arrivée des premiers colons en Australie, quelques 250 langues étaient pratiquées par les aborigènes; plus d'une centaine ont disparu depuis. La Bibliothèque nationale des Nouvelles Galles du Sud va tenter de les ressusciter, grâce aux écrits des premiers colons comprenant des fragments de ces langues. Ces mots indigènes, une fois identifiés, seront mis à la

disposition des communautés indigènes aborigènes encore si défavorisées de nos jours.

D'après *Le Courrier* du 13 août 2011

Vive le vélo...

Malgré la crise, la vente de cycles, équipements et accessoires a augmenté en France. Avec près de quatre millions de vélos vendus, la France se place au 4^e rang après le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

D'après *L'Age de Faire*

Naturalisations...

A lire dans la *Lettre de la citoyenneté* de septembre-octobre 2011 une synthèse très intéressante sur les acquisitions de nationalité dans l'Union européenne. On y apprend ainsi que, concernant les 15 premiers Etats de l'UE, les acquisitions de nationalités ont doublé entre 1989 et 1999 mais ont progressé de moins de 40% entre 1999 et 2009. Les Etats les plus généreux sont le Portugal, la Suède, le Royaume-Uni et la Pologne. Par contre, le durcissement des législations s'est traduit, en 2009, par une baisse des nouveaux nationaux dans plusieurs pays.

D'après *La Lettre citoyenne*, ASECA

Rue Jean XXIII 10,
F 80000 Arles

Formations...

48'000, c'est le nombre de personnes (la plupart des jeunes) qui ont suivi une formation de base ou une formation continue grâce à Helvetas en 2010. 7000 adultes ont appris à lire, à écrire ou à calculer dans des cours d'alphabétisation. Helvetas Swiss Intercoopération permet, grâce à des conseils spécialisés, l'accès aux micro-crédits qui aident les «élèves» à créer de petites entreprises. Helvetas investit également dans la formation de personnel enseignant ainsi que dans l'élaboration de matériel d'enseignement adapté aux besoins. Une grande importance est accordée à la participation équitable des jeunes filles et des femmes.

D'après le Rapport intermédiaire sur les objectifs du millénaire Helvetas Swiss Intercoopération

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Les révolutions arabes: et après?

L'année 2011 aura été celle où les peuples arabes ont chassé leurs dictateurs. En Tunisie, en Libye et en Egypte, Ben Ali, Kadhafi et Moubarak ont été destitués, alors que les régimes chancellent en Syrie et au Yémen. On a parlé du printemps arabe. Que faut-il en attendre? Le président du Conseil national de transition a déclaré que la future législation libyenne serait fondée sur la charia, la loi islamique. En Tunisie, le mouvement islamo-conservateur Ennahda a nettement remporté les récentes élections libres du pays. En Egypte, les chrétiens coptes sont persécutés et massacrés encore davantage que sous l'ancien régime.

Ceux qui ont manifesté à Tunis et au Caire voulaient une véritable démocratie laïque. Ils sont en train de se faire voler leur révolution. Va-t-on vers un islam modéré ou vers un islam dur qui aurait pour conséquence de remplacer une dictature par une autre dictature. Malgré les belles paroles des Frères musulmans et des salafistes, on peut craindre que la démocratie ne soit pas au rendez-vous.

Qu'en pensez-vous? Désirez-vous vous exprimer sur ce sujet? Alors n'hésitez pas à nous envoyer vos textes jusqu'au 25 novembre.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; redaction@journal-lessor.ch

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey,
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,
François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 25 novembre 2011
prochain forum : Les révolutions arabes: et après?